



Atsem : éduquer, nettoyer, câliner... Vingt-quatre heures avec les petites mains des écoles maternelles, en mal de reconnaissance

Bas salaires, perspectives étroites et grande pénibilité caractérisent cette profession indispensable au fonctionnement des classes. Reportage auprès de plusieurs de ces agentes, dans la Somme. Quatre jours par semaine, Nathalie Ciesielski a rendez-vous avec « maîtresse Claire », dans la classe de toute petite section (TPS) de l'école Mont-Saint-Quentin de Péronne (Somme). Elle est Atsem, pour « agente territoriale spécialisée des écoles maternelles ». Le bras droit de la professeure des écoles, dont elle accompagne les ateliers pour les écoliers de 2 ans. Au programme aujourd'hui : cuisine et peinture.

La matinée passe en un éclair. Il faut sortir sucre et farine, ranger farine et sucre, nettoyer la table, déplacer la table, protéger la table des projections de gouache avec des pages du Courrier picard, glisser une barrette dans les cheveux d'une toute petite, montrer comment on se sert du lavabo en appuyant fort sur le bouton-poussoir, répondre à l'interphone, récupérer un bulletin de vote pour l'élection des parents délégués, retrouver les peluches – Charlotte la marmotte, Quentin le bouquetin – et à chaque minute câliner, rassurer, stimuler. « J'arrête, je reprends, j'arrête et je reprends », détaille M Ciesielski, 52 ans, que ce ballet fait beaucoup marcher : « Il faudrait des rollers ! »

Il s'agit aussi de changer les couches. Sur treize enfants, trois sont propres. Aux plus dégourdis, l'agente explique le bon usage des sanitaires. « J'ai des parents qui me disent : "Elle ne veut pas aller aux toilettes !" Je leur réponds : "On va y arriver." » En s'occupant des enfants, on soutient aussi les pères et les mères de ce quartier populaire, planté de barres d'immeubles et classé en réseau d'éducation prioritaire.

Assistance éducative

L'éducation à l'hygiène reste la spécialité de celles qu'on a longtemps appelées « femmes de service », mais ces fonctionnaires de catégorie C endossent, depuis une trentaine d'années, des fonctions d'assistance éducative auprès du corps enseignant. Plusieurs décrets ont entériné cette mutation sans qu'elle s'accompagne, aux yeux des syndicats, de la reconnaissance nécessaire. Les Atsem étaient appelées à la grève, les 5 et 29 septembre, par la CGT-Fonction publique et l'UNSA-Territoriaux, pour demander des hausses de salaires, la reconnaissance de la pénibilité et de meilleures perspectives de carrière.

Les agentes diplômées commencent au smic et peuvent escompter 1 600 euros net après quinze ans de métier, selon Delphine Depay, référente fédérale (concernant les services publics) de la CGT pour les Atsem. A Mont-Saint-Quentin, aucune des cinq agentes n'a participé à la grève : la plupart sont en contrat à durée déterminée, ce qui n'encourage pas les revendications.

Dans le préfabriqué installé dans la cour où il tient ses réunions, le directeur, Olivier Bonfante, soutient que son paquebot – 307 élèves répartis dans trois établissements et dix-sept classes – ne pourrait pas voguer sans les Atsem. L'enseignante de TPS est bien d'accord : « Nathalie, c'est mon pilier », assure « maîtresse Claire » Savary : Tant de complicité amuse sa collègue Pauline Fache : « Elle ne la prête pas beaucoup. »

Les faire déjeuner

Les enfants de TPS sont rendus à leurs parents en fin de matinée, et Nathalie Ciesielski se partage ensuite entre les petite, moyenne et grande sections. C'est l'heure de les faire déjeuner, par tablées de huit, dans la cacophonie et le cliquetis des couverts. Couper la viande, éplucher les fruits.

« Tout est petit, les tables, les chaises, il faut toujours être à la hauteur des enfants. Il y a du mal de dos et du bruit », relate Marion Carpentier, une autre Atsem, 31 ans. Elle adore son travail, qu'elle exerce depuis un an, même s'il est « dur physiquement, à la longue ». Une fillette attablée compense les rigueurs de l'emploi en lui lançant un « t'es trop belle » entre deux bouchées.

A la cantine, les Atsem repassent sous l'autorité de la commune, leur employeur

En poussant la porte de la cantine, les Atsem quittent leur subordination aux enseignants et repassent sous l'autorité de la commune, leur employeur. Elles y retrouvent Rachel Dufner, qui se présente comme la cheffe des « services féminins » de la ville. Politiquement incorrect peut-être, mais très factuel : elle supervise 44 cantinières,





lingères, Atsem ou employées de ménage, et un seul homme.

Les plannings volent

La responsable informe son équipe qu'il va falloir remplacer une collègue d'un autre établissement. Les plannings des unes et des autres volent dans la conversation, au-dessus des assiettes de coquillettes-lentilles-carottes. On s'organise, même les permanences de la garderie sont pourvues. Une classe grande section va devoir se passer d'Atsem. Coups d'œil ennuyés. Reste à prévenir le professeur.

Au service de la commune d'environ 7 500 habitants, les Atsem n'ont pas leur mot à dire quant aux tâches qu'on leur demande d'effectuer, rappelle M Dufner. Elle s'abstient toutefois de leur demander de travailler ailleurs que dans une école. En milieu rural notamment, bien des Atsem exercent leur activité sans disposer du diplôme idoine. Marion Carpentier, ancienne auxiliaire de vie, compte ainsi passer en 2023 son CAP petite enfance puis le concours lui permettant de devenir Atsem au sens strict.

Elle espère améliorer son statut et son salaire, aujourd'hui de 960 euros net mensuels pour vingt-sept heures par semaine, plus 70 euros de complément familial, car elle est mère de deux enfants. Après trente ans de métier, Nathalie Ciesielski touche 1 100 euros à Péronne, à quoi s'ajoutent les 380 euros de son second contrat, de quatre heures trente, pour des tâches d'entretien, dans le petit village de Nurlu (environ 400 habitants), à 10 kilomètres de là. La veille, elle y a nettoyé le secrétariat de la mairie et la salle de plonge de la salle des fêtes. Elle turbine encore le week-end, comme traiteur, en autoentreprise avec son mari : 300, 400 couverts parfois, beaucoup de cochons à la broche et des braseros.

Hors de l'école, les Atsem ne se sentent « pas vraiment, pas du tout » valorisées

Les enfants font la sieste et les agentes, une pause. Dans le four de leur petite salle de repos, les gâteaux confectionnés le matin ont cuit avec des fortunes diverses. Hors de l'école, Audrey Zeggel, 32 ans, et Alizée Gréhan, 33 ans, ne se sentent « pas vraiment, pas du tout » valorisées. Certains commentaires découragent : « Des connaissances me disent : "Tu t'occupes d'enfants, tu ne dois pas être fatiguée." Mais on ne fait pas que jouer ! », s'emporte Audrey Zeggel. Cette ex-animatrice en centre de loisirs compte aussi passer le concours. Sur son smartphone, elle surveille les ouvertures de sessions. Aux dernières nouvelles, rien dans la Somme en 2023 : il faudra sans doute se rendre dans le Nord voisin.

Avant de s'occuper d'enfants, Nathalie Ciesielski avait brièvement goûté au privé, après un BEP de comptabilité. « Ça ne m'a pas plu, la mentalité, le vocabulaire. C'était une grande société, raconte-t-elle. Mon truc, c'est de voir les enfants grandir Je les connais tous et j'aime ce que je fais. » L'heure de les accompagner dans le bus scolaire approche. La main sur une poignée de porte, qu'elle va ouvrir d'un instant à l'autre pour accueillir dans la salle centrale une flopée de bambins vivaces, l'Atsem soupire à moitié pour de faux et lâche, dans un sourire, une devinette qu'elles trouvent toutes un peu facile : « Est-ce qu'ils ont besoin de nous ? »

